



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article3129>

Des élections, dites-vous ?...

Dans quelques mois !

- Articles de presse - Editorial -



Date de mise en ligne : vendredi 3 juin 2011

Union des Forces de Progrès

N'ayant pas pu organiser les élections sénatoriales partielles en avril dernier, voici les pouvoirs publics qui "testent" notre intelligence en annonçant, par officines occultes interposées, l'organisation des élections municipales et législatives groupées dans les délais constitutionnellement requis. Pour un coup d'essai, ce fut un véritable coup de maître : les Autorités sont parvenues à jauger des réactions de l'opinion publique alors même qu'elles ne se sont pas prononcées à propos. En tout état de cause, cette consultation sera, si elle est organisée dans les conditions actuelles, l'ultime coup de massue à ce qui reste de ce qu'on a appelé "la démocratie mauritanienne" ; car rien ne permet de nous convaincre que des élections soient faisables dans les conditions présentes.

Comment organiser un scrutin électoral dans les conditions de blocage politique actuel ? Les élections n'avaient-elles pas fait l'objet d'un point particulier dans les Accords de Dakar qui participent à la légitimité du pouvoir ? Et voilà que ce pouvoir se met à oublier cet accord, à le renier et à créer des subterfuges aléatoires pour ne pas l'appliquer et permettre ainsi une décrispation politique salvateur pour le pays.

Si le pouvoir voulait réellement faire gagner du temps au pays, il n'aurait pas préféré jouer une partition unilatéraliste, excluant toutes les forces politiques civiles, en sabordant les fondements du consensus national obtenu aux forceps à Dakar en 2009, se consacrant à son maintien plus qu'à n'importe quelle autre chose. Ainsi, on se rappelle qu'il avait refusé d'ouvrir des discussions directes avec son opposition afin qu'un code électoral consensuel, des listes électorales fiables, une CENI crédible, une administration neutre et une armée au-dessus de la mêlée soient entérinés, préférant entretenir la tension et à cultiver la méfiance. Et le pays en paie aujourd'hui la facture, n'en déplaît aux laudateurs aux voix cassées qui ont de plus en plus de peine à se faire entendre !

Organiser une élection à la manière du recensement en cours des populations n'en ajoutera qu'aux tensions, d'autant que la dernière liste électorale actualisée remonte à juin 2009. Elle a exclu des centaines de milliers de mauritaniens du scrutin, en envoyant des électeurs de Wothie à Ouadane et ceux de Adel Bagrou à N'Diagou ou encore ceux de Arafatt à Aoujeft, ceux de Nouadhibou à ceux du Guidimagha et ceux de Chinguitti à Bababé !

Cette administration au garde-à-vous et ces organes officiels de communication à la phraséologie politiquement salafiste et trop "carrée" sur la ligne du maître, ne peuvent pas assurer des élections transparentes et apaisées. Et si l'on y ajoute une CENI encore à implanter selon les normes de cette administration, alors dites Adieu au pluralisme, au suffrage universel et à la démocratie.

Loin de nous de vouloir verser dans le sceau de l'opposition, il nous semble clair -comme d'ailleurs pour l'écrasante majorité des mauritaniens- que la démocratie est en panne dans notre pays. L'impasse institutionnelle consécutive à l'impasse politique ajoutée à la grave situation socio-économique sont loin de rassurer sur l'avenir de notre pays, car sa gouvernance n'est pas au point et son leadership de plus en plus douteux, aussi bien dans ses méthodes et dans ses objectifs.

Vouloir organiser des élections dans ces conditions, c'est ajouter de l'huile à un feu de plus en plus attisé par l'insouciant arrogance des uns et l'obstination aveugle des leaders de l'opposition qui sont également responsables de la crise multiforme qui frappe de plein fouet ce pays !

Amar Ould Bèjà (L'Authentique quotidien)